

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CONF/26/C.2/SR.2
15 août 1958
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ARBITRAGE COMMERCIAL INTERNATIONAL
COMITE DES AUTRES MESURES

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA DEUXIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,
le jeudi 29 mai 1958, à 10 h. 25.

SOMMAIRE

- Examen des autres mesures que l'on pourrait prendre pour faire de l'arbitrage un mode de règlement plus efficace des litiges de droit privé (E/CONF.26/4, 26/6; E/CONF.26/C.2/L.1, L.2, L.3) (suite)

/...

PRESENTS

<u>Président</u> :	M. RAMOS	Argentine
<u>Membres</u> :	M. HERMENT	Belgique
	M. GEORGIEV	Bulgarie
	M. BECKER	Etats-Unis d'Amérique
	M. ARNAUD	France
	M. MATTEUCCI	Italie
	M. URABE	Japon
	M. ROGNLIEN	Norvège
	M. MALOLES	Philippines
	M. GLOSSNER	République fédérale d'Allemagne
	M. SAVTCHENKO	République socialiste soviétique d'Ukraine
	M. PEARSON	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
	M. RUDHOLM	Suède
	M. POINTET	Suisse
	M. VILKOV	Union des Républiques socialistes soviétiques

Représentant d'une organisation non gouvernementale :

<u>Catégorie B</u> :	M. MANTILLA	Conseil interaméricain du commerce et de la production
<u>Secrétariat</u> :	M. SCHACHTER	Directeur de la Division des questions juridiques générales
	M. FABRY	Secrétaire du Comité

EXAMEN DES AUTRES MESURES QUE L'ON POURRAIT PRENDRE POUR FAIRE DE L'ARBITRAGE UN MODE DE REGLIMENT PLUS EFFICACE DES LITIGES DE DROIT PRIVE (E/CONF.26/4, 26/6; E/CONF.26/C.2/L.1, L.2, L.3) (suite)

M. MATTEUCCI (Italie) est prêt, pour faciliter les travaux du Comité, à retirer son projet de recommandation (E/CONF.26/C.2/L.1) en faveur de celui des Etats-Unis (E/CONF.26/C.2/L.3), si le représentant des Etats-Unis accepte d'apporter à son texte les amendements suivants : insérer, au deuxième alinéa du préambule, le membre de phrase "tel qu'il a été amorcé, par exemple, par les initiatives du Conseil de l'Europe et du Conseil interaméricain de Juristes" après les mots "le mouvement pour l'unification du droit", de manière à sanctionner expressément d'importants travaux qui sont déjà fort avancés; insérer, au troisième alinéa du préambule, les mots "sur le plan mondial" après les mots "mesures particulières", afin de bien préciser qu'on ne juge pas prématurées des mesures particulières prises sur le plan régional; enfin, remplacer, au troisième paragraphe du dispositif, les mots "le groupe de travail que le Conseil économique et social pourra créer pour étudier les problèmes du droit et de la pratique en matière d'arbitrage" par les mots "le Conseil économique et social encouragera l'étude des problèmes du droit et de la pratique en matière d'arbitrage et", de manière à laisser au Conseil le soin de décider s'il convient de créer un groupe de travail ou d'avoir recours à d'autres méthodes.

M. BECKER (Etats-Unis d'Amérique) accepte ces amendements.

Le Comité a le choix entre plusieurs solutions pour le point 5 de l'ordre du jour : il peut adresser des recommandations aux divers gouvernements; il peut sanctionner les travaux d'organismes qui se préoccupent déjà des problèmes de l'arbitrage; il peut demander aux pays intéressés de fournir des renseignements ou une assistance technique concernant l'arbitrage aux pays moins avancés à cet égard; il peut inviter les commissions régionales ou d'autres organismes à entreprendre ou à poursuivre des études sur l'arbitrage; il peut enfin demander au Conseil économique et social de créer un groupe de travail qui, sans refaire le travail d'autres organismes, permettrait d'accomplir des progrès et d'entretenir l'intérêt que l'on porte actuellement à l'arbitrage commercial international.

Le Comité devrait décider d'abord si, en principe, il y a lieu de créer un groupe de travail, comme le propose la délégation des Etats-Unis dans l'un

/...

(M. Becker, Etats-Unis d'Amérique)

de ses projets de recommandation (E/CONF.26/C.2/L.2); dans l'affirmative, le mandat du groupe de travail pourrait être discuté ultérieurement.

M. PEARSON (Royaume-Uni) est heureux du compromis auquel sont parvenus les représentants des Etats-Unis et de l'Italie au sujet du projet de recommandation des Etats-Unis contenu dans le document E/CONF.26/C.2/L.3.

Il est moins satisfait de l'autre projet de recommandation des Etats-Unis (E/CONF.26/C.2/L.2). La Commission économique pour l'Europe a créé un groupe de travail qui, pendant près de quatre ans, s'est surtout borné à rassembler des renseignements et des explications au sujet des divers systèmes d'arbitrage pratiqués en Europe; les résultats de ses recherches assidues semblent indiquer que, bien qu'extrêmement complexe, le problème n'est pas aussi pressant, du point de vue pratique, que certains le pensent. Il y a peut-être des problèmes plus urgents à résoudre dans d'autres régions du monde : on pourrait, par exemple, initier les hommes d'affaires à la pratique de l'arbitrage et à l'esprit de ce mode de règlement des différends, ce qui est un processus nécessairement lent. Il faut veiller à ne pas établir un autre groupe de travail encore, qui ne ferait que doubler les travaux déjà en train ou les embrouiller.

M. RUDHOLM (Suède) s'associe aux observations du représentant du Royaume-Uni.

M. GEORGIEV (Bulgarie) appuie, lui aussi, ces observations.

Il espère que le représentant de l'Italie n'insistera pas sur son amendement au deuxième alinéa du préambule du projet de recommandation des Etats-Unis (E/CONF.26/C.2/L.3); une mention expresse de deux organismes régionaux pourrait être interprétée comme comportant une approbation de leurs travaux et risquerait d'empêcher certaines délégations de voter en faveur du projet de recommandation.

M. ARNAUD (France) pense qu'on pourrait faire valoir, au sujet du troisième alinéa du préambule de ce projet de recommandation, que c'est précisément au moment où le droit national de l'arbitrage est en train de se développer dans de nombreux pays que l'on peut introduire avec le plus de chances de succès une législation uniforme. On pourrait par exemple remplacer cet alinéa par le

(M. Arnaud, France)

texte suivant : "Estimant cependant qu'il y a lieu d'encourager le mouvement pour l'unification du droit au moment où la mise au point du droit et de la politique des pays en matière d'arbitrage, qui est un processus essentiellement évolutif, est en train de se développer."

M. MALCOLM (Philippines) approuve les principes fondamentaux sur lesquels repose le projet de recommandation E/CONF.26/C.2/L.3 et serait heureux d'en devenir coauteur. Il s'agit d'un texte des plus réalistes et M. Malcolm pense que la Conférence ne devrait éprouver aucune difficulté à l'adopter.

M. URABE (Japon) a été frappé par les observations du représentant du Royaume-Uni sur l'opportunité de créer un nouveau groupe de travail. Il se demande s'il ne serait pas sage de supprimer les mots "créer un groupe de travail composé de représentants de gouvernements, qui serait chargé d'", dans le premier paragraphe du dispositif du document E/CONF.26/C.2/L.2 et de rétablir l'allusion aux groupes de travail dans le dernier paragraphe du document E/CONF.26/C.2/L.3. On ne ferait alors que suggérer au Conseil économique et social de créer des groupes de travail, sans faire de recommandation expresse. Un groupe de travail établi dans le cadre de la CEMO, par exemple, pourrait fort utilement encourager et développer la pratique de l'arbitrage en Asie, où elle est relativement peu connue.

M. BRYNER (Etats-Unis d'Amérique) dit que le groupe de travail dont il a proposé la création ne devrait évidemment pas refaire le travail d'autres organismes; si le Comité le désire, on pourrait y veiller en donnant au groupe un mandat très précis.

M. MARFUCCI (Italie), répondant au représentant de la Bulgarie, dit que s'il y a des objections à ce que l'on mentionne expressément le Conseil de l'Europe et le Conseil interaméricain de Juristes dans le projet de recommandation des Etats-Unis (E/CONF.26/C.2/L.3), il est prêt à remanier son amendement de manière à remplacer les mots "par les initiatives du Conseil de l'Europe et du Conseil interaméricain de Juristes" par les mots "en Europe et en Amérique latine". Il demeure cependant convaincu que les efforts des organismes régionaux qui s'occupent d'arbitrage méritent d'être signalés.

/...

M. POINTET (Suisse) souligne que lorsqu'on prépare l'unification du droit en matière d'arbitrage, il importe d'éviter tout double emploi. Il est donc indispensable de mentionner ce qui se fait déjà sur le plan régional, par exemple les travaux de la Commission économique pour l'Europe, du Conseil de l'Europe et du Conseil interaméricain de Juristes. La délégation suisse espère que le Comité adoptera une recommandation exprimant l'espoir que ces efforts régionaux seront poursuivis, car ils sont le prélude nécessaire de l'unification à l'échelle mondiale.

M. MALOLES (Philippines) reconnaît avec les représentants de l'Italie et de la Suisse qu'il faudrait prendre tout particulièrement acte des travaux d'organismes régionaux tels que le Conseil de l'Europe et le Conseil interaméricain de Juristes, mais il fait observer que la proposition soumise au Comité vise la création, dans le cadre de l'ONU, d'un groupe de travail chargé de collationner toutes les lois nationales relatives à l'arbitrage et les procédures arbitrales non gouvernementales, et de les harmoniser en un système uniforme.

M. MANTILLA (Conseil interaméricain du commerce et de la production) indique que son organisation est prête à appuyer sans réserve le projet de recommandation des Etats-Unis (E/CONF.26/C.2/L.3) avec les amendements proposés par l'Italie. En Amérique latine, tout ce qui vise à uniformiser, à l'échelle internationale, le droit de l'arbitrage éveille un vif intérêt dans les milieux juridiques et commerciaux. Dès 1950, l'Organisation des Etats américains a entrepris des efforts dans ce sens et le Conseil interaméricain de Juristes a élaboré à sa troisième session, en 1956, un projet de loi uniforme sur l'arbitrage. Le Conseil a adopté une résolution recommandant aux pays de l'Amérique latine de promulguer des lois fondées sur la projet de loi uniforme et demandant au Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains de prier les gouvernements d'assurer la publicité voulue à cette résolution. Le projet de loi uniforme, ainsi que le projet de l'Institut international pour l'unification du droit privé, pourraient être extrêmement utiles à un groupe de travail comme celui envisagé dans le projet de recommandation des Etats-Unis (E/CONF.26/C.2/L.3).

M. PEARSON (Royaume-Uni) propose d'attendre, pour examiner la question de la création, sous les auspices du Conseil économique et social, de groupes de travail chargés d'étudier les problèmes du droit et de la pratique en matière d'arbitrage (E/CONF.26/C.2/L.3), que le Comité ait terminé la discussion des documents préparés par le Secrétariat (E/CONF.26/4 et 6).

M. BECKER (Etats-Unis d'Amérique) appuie cette proposition.
Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 11 h. 30.